

SNA News

Numéro 19
Octobre 2004

Un service d'information du groupe de travail intersecrétariats sur les comptes nationaux (ISWGNA)
Publié par l'UNSD
Les documents et comptes rendus de réunion de l'ISWGNA peuvent être consultés à l'adresse suivante:
<http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/iswgna.htm>

PROGRES REALISES DANS LA MISE A JOUR DU SCN Par L'ISWGNA

Lors de sa réunion de mars 2003, la commission statistique a chargé le groupe de travail intersecrétariats sur les comptes nationaux (ISWGNA) de coordonner et de gérer la mise à jour du SCN 1993. Un groupe consultatif d'experts des comptes nationaux (GCE) a été établi afin de résoudre les problèmes concernant une liste des points convenue pour la mise à jour du SCN 1993. Les recommandations fournies pour chaque point sont ensuite soumises pour concertation avec l'ensemble des pays, dont les réponses écrites sont consolidées par l'ISWGNA et publiées sur le site pour la mise à jour du SCN.

En 2004, des progrès sensibles ont été réalisés dans la mise à jour du SCN 1993 conformément au calendrier convenu:

- (a) le programme de travail a été approuvé par la commission statistique des Nations unies en mars 2004;
- (b) lors de la réunion du GCE qui s'est tenue en février 2004, les participants ont examiné les propositions visant à modifier le SCN, la balance des paiements et les manuels des finances publiques. Il a été décidé que 44 points devaient être retenus;
- (c) une grande attention a ensuite été accordée à certains des points proposés. Un accord a été obtenu sur une grande partie d'entre eux lors de la réunion et dans le cadre des consultations électroniques qui l'ont suivie;
- (d) la deuxième réunion du GCE se tiendra du 8 au 16 décembre à New York;

- (e) la procédure de désignation du chef de projet et des rédacteurs est en cours.

Site sur la mise à jour du SCN

Le développement le plus important dans les efforts entrepris pour promouvoir un vaste engagement des parties prenantes a sans doute été la création d'un site Internet géré par la division statistique des Nations unies (UNSD). Le site (accessible à l'adresse: <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/snar-ev1.htm>) fait apparaître:

- (a) le programme de travail approuvé par la commission statistique en mars 2004;
- (b) la liste des points à examiner, avec une description succincte de chaque point et une indication quant à la date à laquelle ils devraient être examinés par le GCE;
- (c) les documents de fond ayant déjà été étudiés par le GCE, de même que les décisions du GCE;
- (d) les observations des experts, des instituts nationaux de statistique et des banques centrales sur les points et les recommandations du GCE;
- (e) les documents de fond approuvés par l'ISWGNA et en attente de discussion lors d'une future réunion du GCE;
- (f) le compte rendu de la première réunion du GCE qui s'est tenue en février 2004 ainsi que l'ordre du jour provisoire des futures réunions du groupe;
- (g) le compte rendu des réunions de l'ISWGNA;

(h) des liens vers les sites Internet concernant la mise à jour de la balance des paiements gérée par le comité du FMI chargé des statistiques de la balance des paiements et la mise à jour des statistiques des comptes publics gérée par la task force «Harmonisation des comptes du secteur public» de même que des révisions des nomenclatures statistiques (ISIC, CPC).

Progrès réalisés en ce qui concerne les points à étudier

Lors de sa première réunion (février 2004) et à l'occasion de consultations ultérieures, le GCE est parvenu à un accord sur six points:

- (a) impôts sur les gains de détention – la recommandation selon laquelle le SCN ne devrait pas être modifié est approuvée;
- (b) systèmes d'armes militaires en tant qu'actifs fixes – l'ensemble des recommandations figurant dans le document de fond sont approuvées, la principale étant la reconnaissance des dépenses consacrées à des systèmes d'armes en tant que formation de capital fixe;
- (c) options d'achats d'actions par les salariés (OAAS) – les quatre recommandations formulées dans le document de fond sont approuvées, la principale étant la reconnaissance des OAAS en tant que rémunération des salariés;
- (d) coût du transfert de propriété (CTP) des actifs non financiers – les deux recommandations sont approuvées, de sorte que les CTP (a) continueront à être enregistrés sous la rubrique «formation de capital fixe» et (b) seront amortis sur la durée pendant laquelle les actifs correspondants sont détenus par l'acquéreur (et non sur la durée de vie de ces actifs);
- (e) mesure de la production de l'assurance «non vie» – la principale proposition est acceptée (remplacement de la formule actuelle d'estimation de la production des services d'assurance par une formule utilisant des indemnités ajustées et des suppléments de prime ajustés, afin de rendre compte de la valeur prévisionnelle plutôt que de la valeur réelle); en outre, l'alternative simple du coût + excédent d'exploitation est également acceptée;
- (f) actifs cultivés – la reformulation du paragraphe pertinent du SCN est acceptée.

En outre, le GCE est convenu que des travaux supplémentaires s'imposaient pour certains des points étudiés, à savoir: (a) les régimes de retraite des employeurs, (b) les recommandations provisoires sur la mesure de la production des services financiers (non assurance) et (c) la mesure de la production des banques centrales.

Lors de la réunion du GCE de février 2004, certains membres ont proposé d'étudier d'autres points dans le cadre de la mise à jour. Quatorze propositions ont été reçues puis étudiées par l'ISWGNA qui a fait des recommandations pour chaque point. Par la suite, un vote a eu lieu pour chaque point soumis par un membre du GCE (cf. site de l'UNSD pour les résultats): seuls les points relatifs à la clarification et à l'amélioration du texte ont été approuvés.

La deuxième réunion du GCE se déroulera à New York du 8 au 16 décembre 2004. Plusieurs points - des comptes nationaux à la balance des paiements, en passant par les comptes du secteur public – seront discutés. Au nombre des propositions élaborées pour décision par le GCE figurent: les bases de données, la prospection minière et pétrolière, les originaux et les copies, la valorisation des prêts et les prêts non performants, le coût des services du capital des actifs publics, l'aménagement des sols, le coût du transfert de propriété – partie II, changement de propriétaire économique, l'application du principe des droits constatés aux arriérés de dettes, la signification du terme «centre d'intérêt économique prédominant», les entreprises multinationales, les sociétés de holding, les entités à vocation spéciale et les trusts.

Transparence du processus de mise à jour

Conformément à la priorité qu'accorde la commission statistique à la transparence et à l'intervention d'experts nationaux, l'ISWGNA a cherché, dès le début, à rendre le processus de mise à jour aussi transparent que possible et à y faire intervenir autant de parties intéressées que possible. Des articles ont été publiés dans les deux numéros précédents de «SNA News and Notes» et des membres de l'ISWGNA ont fait de nombreuses présentations lors de conférences et de séminaires afin de fournir des informations sur la mise à jour.

En outre, les mesures suivantes ont été prises:

(a) des documents de fond sont publiés sur le site de mise à jour du SCN dès qu'ils sont disponibles et les parties intéressées en sont averties;

(b) les pays membres sont directement consultés, dans la mesure où des résumés des modifications recommandées par le GCE sont envoyés à l'ensemble des instituts nationaux de statistique et des banques centrales (cf. site Internet contenant les documents de fond) qui sont invités à soumettre leurs observations. Après la première réunion du GCE, des observations ont été transmises par les instituts nationaux de statistique et les banques centrales de 39 pays et publiées sur le site de l'UNSD;

(c) des documents de fond sont présentés pour avis lors de réunions régionales, sous réserve que des budgets soient disponibles pour ces actions. Jusqu'à présent, les points actualisés ont été discutés lors de la réunion de la task force d'Eurostat «Révision du SCN 1993» qui s'est tenue les 15 et 16 septembre 2004 et lors de la réunion conjointe des membres de l'OCDE et de la CEE-NU qui s'est déroulée du 12 au 15 octobre 2004.

(a) des comptables nationaux des institutions de l'ISWGNA participent aux réunions du comité du FMI sur les statistiques de la balance des paiements et la task force «Harmonisation des comptes du secteur public» (TFHCSP); cette participation vise à faire en sorte que les répercussions - sur le SCN - des changements proposés pour le MBP et le MSFP soient étudiées de près;

(b) l'ensemble des documents et des rapports élaborés par le comité du FMI «Statistiques de la balance des paiements» et la TFHCSP sont accessibles au public;

(c) il a déjà été convenu que des représentants du comité «Statistiques de la balance des paiements» du FMI et de la TFHCSP devraient avoir la possibilité, lors des réunions du GCE, de donner des *briefings* sur les points étudiés;

(d) l'ensemble des documents de fond du comité «BdP» et de la TFHCSP sont étudiés par le GCE.

Coordination avec le MBP et le MSFP

La coordination entre la mise à jour du SCN 1993 et le manuel de la balance des paiements (MBP) ainsi que le manuel sur les statistiques des finances publiques (MSFP) est une tâche essentielle que l'ISWGNA prend au sérieux. Les mesures prises sont notamment les suivantes:

VERS L'ADAPTATION DES COMPTES SATELLITES DU TOURISME EN AMERIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES: UNE PERSPECTIVE GENERALE

Par Sandra Manuelito et Marcelo Ortuzar, ECLAC/CEPAL

Pour l'ECLAC, les travaux sur les comptes satellites du tourisme constituent un domaine relativement nouveau. Toutefois, des statistiques du tourisme sont compilées et élaborées depuis un certain temps par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. L'analyse des données disponibles montre que les activités liées au tourisme représentent une part croissante de la valeur ajoutée générée dans les pays de la région et qu'elles gagnent en importance dans la balance des paiements

de ces pays. Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration totalise 3 % de la VAB aux prix de base¹ dans les pays d'Amérique latine, et même jusqu'à 10 % dans les petits pays des Caraïbes.

¹ Le PIB des pays pour lesquels ces données sont disponibles représente environ 90 % du PIB total de la région.

L'impact économique du tourisme dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes se reflète également dans les grands équilibres de la balance des paiements. Dans le cas de nombreux pays des Caraïbes par exemple, la balance du tourisme compense la balance commerciale négative. En ce qui concerne les pays d'Amérique latine toutefois, les répercussions de la balance du tourisme sur la balance des comptes courants sont contrastées: si la balance du tourisme apporte souvent une forte contribution positive à la balance des comptes courants, certains pays affichent un volume sensible de tourisme et de dépenses à l'étranger en période de surévaluation de la monnaie nationale.

Au cours des sept dernières années, l'ECLAC a intégré des références et des analyses relatives aux activités touristiques ou à l'industrie du tourisme dans les principaux documents publiés par l'organisation. En outre, l'ECLAC participe activement à la promotion des comptes satellites du tourisme (CST) en tant que norme internationale approuvée par la commission statistique des Nations unies, car l'ECLAC a reconnu l'importance du tourisme pour l'économie de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que la nécessité de disposer de données plus précises, plus fiables et plus comparables ayant un champ d'application plus vaste.

La mise en œuvre des comptes nationaux aux termes du SCN 1993 exige un vaste ensemble des statistiques de base. La structure des CST permet d'améliorer les informations sur les différentes activités relevant du cadre central du SCN. En outre, les CST renforcent la correspondance entre les comptes nationaux et d'autres systèmes macro-statistiques tels que la balance des paiements, les finances publiques, etc. L'importance de ce nouvel élément intégré appelle des efforts majeurs de la part des pays de la région, en ce qui concerne la coordination entre ceux qui produisent les statistiques de base et ceux qui élaborent les macro-statistiques. Cette méthode permet de faire en sorte que les données élaborées seront comprises par les autorités financières officielles, les autres organismes publics, les agents privés et les utilisateurs en général.

Les progrès accomplis dans la mise en œuvre des nouvelles recommandations dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont encourageants. Néanmoins, de plus amples

efforts doivent être entrepris pour améliorer le champ d'application des comptes et pour faire respecter strictement les concepts, les définitions et les classifications recommandées. L'ECLAC continue de soutenir le processus de mise en œuvre du SCN 1993 et des comptes satellites en Amérique latine et dans les Caraïbes; ce processus a démarré en 1995, lorsque les nouvelles lignes directrices internationales ont été exposées. C'est pour cette raison que l'ECLAC a été favorable à la tenue d'ateliers destinés à des experts de différents groupes de pays de cette région et consacrés à divers aspects du SCN 1993, notamment les comptes satellites. En outre, l'ECLAC a pris l'initiative d'harmoniser les données collectées.

L'expérience démontre la nécessité de la relation entre ceux qui élaborent les comptes nationaux et ceux qui élaborent les CST. En outre, nous pensons que les organes responsables des comptes nationaux devraient être chargés de mettre au point les CST, ce qui permettrait sans doute d'obtenir des résultats cohérents par rapport à d'autres données obtenues par le biais des comptes nationaux. En ce sens, le SCN 1993 devrait servir de guide conceptuel aux CST.

Nous reconnaissons et comprenons toutefois que dans les cas où les CST font partie intégrante du programme de travail des institutions responsables des comptes nationaux, il arrive souvent que le calcul des CST soit repoussé, ce qui a des répercussions négatives sur les intérêts des analystes et des institutions du secteur du tourisme. À cet égard, nous considérons que les institutions publiques et privées chargées du tourisme ont un rôle très important à jouer, à savoir convaincre les pouvoirs publics de leurs besoins en matière d'information. L'administration responsable du tourisme doit par conséquent déployer des efforts pour coordonner les activités des différentes institutions concernées, ce qui doit se traduire par une meilleure coopération entre ces institutions et doit déboucher sur des résultats positifs pour toutes les parties prenantes. L'agence nationale du tourisme et l'office chargé des comptes nationaux doivent intégrer le cadre théorique propre aux CST afin de compéter le cadre théorique général.

Les connaissances globales des agences nationales du tourisme, en particulier sur l'*input* et l'*output* du secteur du tourisme ainsi que sur le fonctionnement économique de ce

secteur en général, permettent également aux unités chargées de collecter les prix dans les instituts nationaux de statistique d'améliorer la qualité de ces chiffres susceptibles de servir tant aux besoins des indices des prix à la consommation (IPC) qu'à l'élaboration des CST. Le prix des voyages à forfait en est un exemple.

L'expérience acquise en matière de tableaux «ressources-emplois» par les offices chargés des comptes nationaux montre que ces tableaux peuvent être remplis de différentes manières. En général, les sources d'information déterminent les méthodes d'élaboration d'une manière ou d'une autre. C'est pourquoi il est recommandé de vérifier les résultats obtenus par différentes approches et de comparer ces résultats.

L'élaboration du tableau «emploi» constitue un autre aspect des CST où l'expérience des offices chargés des comptes nationaux est utile. Les CST proposent l'élaboration d'un tableau «emploi» (équivalents temps plein). Sur la base de ces informations et en liaison

avec la production, nous sommes en mesure de calculer des indicateurs de la productivité du travail, des caractéristiques d'un emploi, etc. De tels éléments contribueront à vérifier le comportement observé pour les mesures de la production d'une activité économique.

Au bout du compte, l'élaboration de CST se révélera également utile en termes de qualité et de précision des données collectées pour les besoins des comptes nationaux. Dans les pays des Caraïbes, le tourisme est une activité économique essentielle. Il importe d'étudier les coûts de la collecte des données requises pour les CST, en raison des informations déjà disponibles, et de les comparer aux avantages que présentent les informations sur l'importance du tourisme par rapport aux activités économiques globales des pays. L'objectif des CST exige souvent des améliorations dans les statistiques des services, ce secteur étant fréquemment le secteur le moins couvert de l'économie.

ÉVALUER LA CONFORMITE THEORIQUE ET LE VOLUME DES DONNEES DISPONIBLES EN CE QUI CONCERNE LES COMPTES NATIONAUX

Par Christof Paparella, UNSD

À la demande de la commission statistique des Nations unies, l'UNSD évalue chaque année la mise en œuvre du SCN 1993 dans le monde et en rend compte lors de la réunion annuelle de la commission. Cette évaluation comprend des essais relatifs à la *conformité théorique* et au *volume des données* soumises à l'UNSD par les membres des NU. La conformité théorique est évaluée sur la base d'un questionnaire détaillé. Le volume des données disponibles, appelé également *étendue des données*, est comparé à deux valeurs d'étalonnage - élaborées par l'ISWGNA et approuvées par la commission statistique des NU - appelées «milestone» et «Minimum Requirement Data Set» (MRDS). Les deux valeurs d'étalonnage renvoient à des ensembles de tableaux de la base de données «Comptes nationaux» des NU.^{1/}

L'évaluation théorique de l'année a mis l'accent sur les évolutions théoriques de base intervenues entre le SCN 1968 et le SCN 1993, en prenant également en considération

les caractéristiques économiques du pays étudié. Les conclusions sont les suivantes:

- a) 84 pays et territoires sur un total de 207 ont mis en œuvre le SCN 1993. Ils représentent 41 % de l'ensemble des pays et territoires, 56 % de la population mondiale et 92 % du PIB mondial;
- b) en ce qui concerne les membres des NU, les pays développés et les pays en transition présentent les taux de mise en œuvre les plus élevés, puisque 98 à 99 % de leur PIB sont calculés selon le SCN 1993;
- c) seulement 26 % des pays en développement qui sont membres des NU ont appliqué le SCN 1993. Près de 65 % du PIB de ce groupe sont donc estimés conformément au SCN 1993. En Océanie (sauf Australie et Nouvelle-Zélande), un seul pays a mis en œuvre le SCN 1993.

L'Afrique est la région qui affiche le deuxième taux de mise en œuvre le plus bas (15 %). Seuls 29 % du PIB et 11 % de la population de l'Afrique sont couverts par le SCN 1993. Dans

le cas de l'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Asie, les taux sont sensiblement plus élevés. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 36 % des membres des NU sont en conformité avec le SCN 1993 qui totalise 89 % du PIB de la région. Dans le sud, l'est et le sud-est de l'Asie, 48 % des pays membres des NU appliquent le SCN 1993, ce qui représente 65 % du PIB de cette zone. Dans l'ouest de l'Asie, 40 % des pays membres des NU l'ont également mis en œuvre, soit 36 % du PIB de la région.

La méthode employée pour évaluer le volume des données disponibles est la suivante: pour chaque tableau des comptes nationaux qui figure dans le questionnaire (QCN), les postes les plus importants ont été déterminés. Si des données ont été soumises à l'UNSD pour au moins 50 % de ces postes dans un tableau particulier et dans au moins une année fiscale de la période de référence, le tableau est considéré comme «disponible». Dans l'analyse la plus récente, deux périodes d'observation de six ans ont été sélectionnées et comparées (1993 à 1998 et 1996 à 2001). L'analyse a permis de mettre en évidence les résultats ci-dessous pour les 191 pays membres des NU (cf. tableaux à la page 8):

(a) en comparaison avec la période d'observation antérieure, la disponibilité des données s'est améliorée. 47 pays (25 %) ont été conformes à la valeur d'étalonnage MRDS et 78 pays (41 %) ont rempli au moins six tableaux de l'ensemble de données défini. Au cours de la période précédente, ces valeurs s'établissaient à respectivement 13 % (24 pays) et 23 % (44 pays);

(b) l'indicateur «milestone» montre également que les résultats se sont améliorés.^{2/} 137 pays (72 %) atteignent ou dépassent le *niveau 1* et 104 pays (54 %) atteignent ou dépassent le *niveau 2*. En ce qui concerne la période d'observation précédente, les valeurs s'établissent à respectivement 65 % (122 pays) et 44 % (84 pays). Actuellement, la valeur d'étalonnage 1 est atteinte par plus de 75 % des pays dans sept des neuf régions définies;

(c) les économies des pays en développement et en transition ont sensiblement renforcé la production et la diffusion de données sur les comptes nationaux au cours des dernières années. Ces améliorations sont particulièrement substantielles dans le cas du MRDS;

(d) en ce qui concerne les régions en développement, l'ouest de l'Asie affiche les taux de mise en œuvre les plus élevés pour l'ensemble des tableaux, alors que l'Afrique et l'Océanie accusent les taux les plus faibles.

Les résultats obtenus représentent à la fois une amélioration dans la mise en œuvre du SCN 1993 par les pays membres des NU et une amélioration des déclarations, c'est-à-dire la transmission de statistiques plus actuelles en provenance des pays et à destination de la base de données de l'UNSD. À la fin de l'automne 2004, le volume des données sera une nouvelle fois évalué. Les données soumises pour les 12 dernières années sont publiées dans le nouvel annuaire «*National Accounts Statistics – Main Aggregates and Detailed Tables 2003*», qui peut être téléchargé en format PDF sur le site Internet de l'UNSD (<http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/naspl.htm>).

Voir plus loin les tableaux relatifs à cet article.

Notes

1. L'indicateur «milestone» donne de meilleurs résultats que le MRDS, car la définition utilisée par l'UNSD pour l'évaluation du «milestone» nécessite des estimations du PIB à prix constants ou courants ventilées par dépense ou secteur. En outre, les niveaux «milestone» 1 et 2 peuvent être définis sans le tableau 2.3 du QCN, ce qui n'est pas le cas du MRDS.

2. Le MRDS comprend les statistiques suivantes: valeur ajoutée par branche à prix courants et constants, dépenses de PIB à prix courants et constants, composantes «revenu» de la valeur

ajoutée par secteur à prix courants, comptes de l'économie totale.

L'indicateur «**Milestone 1**» comprend: les dépenses finales de PIB à prix courants et constants, le PIB par secteur à prix courants et constants. L'évaluation 2000, présentée lors de la 33^e réunion de la commission statistique en 2001, a allégé cette définition, de sorte que le calcul du PIB doit se faire soit à prix courants soit à prix constants, et non plus selon les deux. En ce qui concerne l'évaluation actuelle, cette définition allégée a été maintenue de manière à faciliter la comparaison avec les résultats antérieurs. **Milestone 2** comprend: le compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants, les comptes du capital ainsi que les comptes financiers pour le reste du monde.

COMPTES NATIONAUX – UNE INTRODUCTION PRATIQUE

Année de l'UNSD

Dans le cadre de la série de manuels sur les comptes nationaux, les Nations unies publient «*National Accounts: A Practical Introduction*» qui présente certains concepts et certaines structures de base du système des comptes nationaux 1993. Ce manuel est destiné aux économistes et aux décideurs politiques qui ne se sont pas encore familiarisés avec les comptes nationaux, ainsi qu'aux novices de la comptabilité nationale.

Le manuel peut servir de guide à la lecture du SCN en tant que tel. Aussi le texte est-il rédigé dans un style concis, qui évite d'entrer trop dans le détail de la théorie et de la pratique. Le manuel comporte des exercices simples visant à clarifier dès que possible le sens des concepts et des structures dans l'esprit du lecteur. Il contient en outre un exemple du système complet sous Excel, de sorte que le lecteur peut comprendre les relations au sein du système en étudiant les formules qui y figurent. Une feuille de calcul pouvant être utilisée pour les comptes nationaux a également été incluse dans le manuel. Elle a été testée et utilisée dans de nombreux pays en développement. Ces suppléments figurent sur la même page Internet que le manuel lui-même (http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/seriesf_85.htm).

Tableau 1: Disponibilité des tableaux «minimum requirement data set» et «milestone» niveaux 1 et 2 pour les membres des NU, 1996-2001

Années fiscales 1996 à 2001 (Évaluation 2003)	Tableaux « Minimum Requirement Data Set »								Au moins six tableaux	% du Total	Sept tableaux	% du Total	Niveau Milestone			
	Total	1.1	1.2	2.1	2.2	2.3	1.3/4.1	4.2					1 ou plus	% du Total	2 ou plus	% du Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
<i>N° de pays</i> ¹																
Pays membres des NU	191	140	112	137	130	78	104	68	78	41%	47	25%	137	72%	104	54%
Développés	28	25	25	23	20	23	24	24	23	82%	20	71%	23	82%	23	82%
Économies en transition	27	25	20	26	22	7	17	12	13	48%	5	19%	25	93%	18	67%
En développement	136	90	67	88	88	48	63	32	42	31%	22	16%	89	65%	63	46%
Afrique	53	28	22	25	24	14	17	8	10	19%	8	15%	26	49%	16	30%
Caraïbes et Amérique latine	33	29	22	27	29	17	24	11	15	45%	8	24%	30	91%	24	73%
Ouest de l'Asie	15	13	9	13	12	10	10	4	8	53%	2	13%	13	87%	10	67%
Est, Sud-Est et Sud de l'Asie	23	17	13	19	19	7	11	8	8	35%	4	17%	17	74%	12	52%
Océanie	12	3	1	4	4	0	1	1	1	8%	0	0%	3	25%	1	8%

¹ Cette évaluation englobe la Suisse et Timor-Leste, qui sont devenus membres de l'ONU après 2000.

² Europe occidentale, USA, Canada, Japon, Australie, Nouvelle Zélande

Tableau 2: Disponibilité des tableaux «minimum requirement data set» et «milestone» niveaux 1 et 2 pour les membres des NU, 1993-1998

Années fiscales 1993 à 1998 (Évaluation 2000)	Tableaux « Minimum Requirement Data Set »								Au moins six tableaux	% du Total	Sept tableaux	% du Total	Niveau Milestone			
	Total	1.1	1.2	2.1	2.2	2.3	1.3/4.1	4.2					1 ou plus	% du Total	2 ou plus	% du Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
<i>N° de pays</i> ¹																
Pays membres des NU	189	122	94	120	114	43	74	56	44	23%	24	13%	122	65%	84	44%
Développés	27	23	23	23	19	20	23	19	19	70%	16	59%	23	85%	23	85%
Économies en transition	27	22	16	23	19	5	12	10	6	22%	0	0%	22	81%	14	52%
En développement	135	77	55	74	76	18	39	27	19	14%	8	6%	77	57%	47	35%
Afrique	53	22	14	20	20	2	7	7	4	8%	1	2%	21	40%	11	21%
Caraïbes et Amérique latine	33	24	19	23	25	6	12	8	4	12%	3	9%	25	76%	15	45%
Ouest de l'Asie	15	13	9	14	12	5	8	6	5	33%	2	13%	13	87%	8	53%
Est, Sud-Est et Sud de l'Asie	22	17	13	17	18	5	11	5	6	27%	2	9%	17	77%	12	55%
Océanie	12	1	0	0	1	0	1	1	0	0%	0	0%	1	8%	1	8%

¹ Europe occidentale, USA, Canada, Japon, Australie, Nouvelle Zélande

MANUELS ET DOCUMENTS

Updates and Amendments to the System of National Accounts 1993, United Nations, Eurostat, IMF, OECD, World Bank joint publication, New York 2004, Studies in Methods, Series F/2/Rev.4/Add.1, Sales No. E.04.XVII.8

National Accounts – A Practical Introduction, United Nations publication, 2004, Studies in Methods, Series F, No.85, Sales Number: E.04.XVII.4

National Accounts of OECD Countries: Financial Balance Sheets, Flows, Volume IIIa, 1991-2002

National Accounts of OECD Countries: Financial Balance Sheets, Stocks, Volume IIIb, 1991-2002

National Accounts of OECD Countries: General Government Accounts, Volume IV, 1992-2003

Handbook on Hedonic Indexes and Quality Adjustments in Price Indexes: Special Application to Information Technology Products by Jack Triplett, STI Working Paper 2004/9, OECD 2004. Available electronically at http://www.oecd.org/findDocument/0,2350,en_2649_33703_1_119684_1_1_1,00.html

REUNIONS ET SEMINAIRES

8-12 novembre 2004: séminaire latino-américain sur les comptes nationaux, organisé par l'ECLAC et la banque centre d'Équateur, Quito, Équateur

6-11 décembre 2004: réunion régionale du MERCOSUR, de la communauté des pays andins et du Chili en vue d'examiner la collecte de données sur les prix dans le programme de comparaison internationale, organisé par l'ECLAC, Statistics Canada et l'institut national de statistique du Brésil (IBGE), Rio de Janeiro, Brésil

8-16 décembre 2004: deuxième réunion du Groupe consultatif d'experts sur les comptes nationaux, New York, USA

31 janvier – 1^{er} février 2005: sous-groupe technique sur les déplacements des personnes physiques - Mode 4, statistiques sur les échanges de services, organisé par l'OCDE, Paris, France

2-3 février 2005: task force inter-agences «Statistiques sur les échanges internationaux de services», organisé par l'OCDE, Paris, France

Février 2005: task force «Harmonisation des comptes du secteur public», organisé par l'OCDE, Paris, France

Mars 2005: Atelier UNSD/UNESCAP sur les comptes nationaux, Bangkok, Thaïlande

29 mars – 1^{er} avril 2005: Groupe «Canberra II» sur la mesure des actifs non financiers, Canberra, Australie

Avril-mai 2005: task force «Services financiers», organisé par l'OCDE, Paris, France

Avril-mai 2005: task force «Valorisation des ressources propres», organisé par l'OCDE, Paris, France

Note de la rédaction

Le bulletin SNA News and Notes est un service d'information semestriel de l'ISWGNA fourni par la Division de statistique des Nations unies (DSNU). Il ne reflète pas nécessairement la position officielle des membres ou de certains membres de l'ISWGNA (Union européenne, FMI, OCDE, Nations unies et Banque mondiale)

SNA News and Notes est publié en quatre langues (anglais, français, russe et espagnol) et est disponible sur Internet à l'adresse suivante: <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/snaneews.htm>.

Le SCN 1993 comportant un outil de recherche, un glossaire de comptabilité nationale, différents manuels dans le domaine des comptes nationaux ainsi que les activités et les comptes rendus de l'ISWGNA peut être consulté sur Internet à l'adresse suivante: <http://unstats.un.org/unsd/sna1993/introduction.asp>.

Toute correspondance, et notamment toute demande d'abonnement gratuit, doit être envoyée à l'adresse suivante: DSNU, Bureau DC2-1520, New York, NY 10017; tél. +1-212-963-4859, fax +1-212-963-1374, email: sna@un.org
